



29/05/2020



Des dangers du virus aux dangers du capitalisme

L'épidémie du Covid-19 continue de s'étendre, avec son lot de malades et de morts... Commence à se développer aussi une autre épidémie, celle des actionnaires et des patrons contre les travailleurs, avec son lot de licenciements, de fermetures d'entreprises, et de dizaines de milliers de gens jetés dans la misère.

Bien sûr les semaines de confinement pour limiter la propagation du Covid-19 ont mis à l'arrêt toute une partie de l'économie. Mais aucune bombe n'a détruit des milliers de machines, aucun incendie n'a réduit en cendres les stocks de matières premières, il n'y a pas des millions de gens partis en exode, blessés ou morts. L'économie pourrait théoriquement reprendre telle qu'elle s'était arrêtée... Et bien non ! Le fonctionnement du capitalisme ne le permet pas.

La plupart des grandes entreprises vont redémarrer. Mais comme les actionnaires ne sont pas sûrs des profits qui vont rentrer, comme ils

veulent même les augmenter, ils se préparent à « couper les branches mortes » comme ils disent et même à tailler dans le vif. Mais c'est de centaines, de milliers de travailleurs dont ils parlent, d'ouvriers, d'employés, de techniciens, d'ingénieurs... pas de bois ou de broussailles ! Et s'ils ne licencient pas, ils font le chantage au licenciement pour faire baisser les salaires.

Le personnel de Brussels Airlines – et de Lufthansa – est parmi les premières victimes. Les syndicats et l'association belge des pilotes ont accepté de réduire le salaire des pilotes, en réduisant leurs heures de travail, pour « éviter la faillite de la compagnie », pendant que d'autres employés seraient licenciés.

Il y a moins de trafic aérien, mais pourquoi les profits accumulés par les actionnaires de Lufthansa pendant des années ne serviraient pas à payer les salaires ? Des pilotes moins payés, c'est la consommation qui baisse et la crise qui s'aggrave ! Non, les lois du capitalisme imposent qu'il faut le maximum de bénéfices pour une poignée de profiteurs, le plus rapidement possible, même si cela aggrave la crise à long terme !

Et ce sont les mêmes lois économiques aberrantes qui vont s'appliquer dans tous les domaines, l'automobile, la chimie, l'énergie, la distribution et bien sûr les cafés, restaurants, cinémas et théâtres...

Comme l'avenir des affaires est incertain, les investissements sont annulés, les effectifs de travailleurs

réduits au minimum quitte à imposer des horaires et des cadences plus élevées, les primes supprimées, les salaires réduits... Les petits patrons tenteront de « sauver leur entreprise » en supprimant les emplois, les grands patrons et les actionnaires feront tout pour « sauver les profits. » Et en période de crise, cela ne peut se faire qu'en diminuant la masse salariale, en diminuant le nombre de salariés.

Au bout du compte, leur politique de suppression d'emplois aboutira à une crise plus grave ! Chaque décision individuelle des patrons aboutit finalement à préparer collectivement le chaos de la société ! C'est à cela que mène la propriété privée des capitaux, la course au profit et la concurrence. Ces bases du fonctionnement du capitalisme aboutissent finalement à des crises de plus en plus graves et finalement à des guerres.

Cette crise a été accélérée par le confinement dû au Covid-19, mais elle avait commencé bien avant. De nombreux économistes, même favorables au capitalisme, l'annonçaient comme inéluctable. C'est que les milliers de milliards de dollars, d'euros, de livres, de yens, de yuans... que les banques centrales ont mis en circulation ont gonflé des bulles spéculatives qui n'attendaient que l'aiguille pour les faire exploser. C'est ce qu'a fait le minuscule coronavirus !

Les très gros ne perdront rien, au contraire, ils rachèteront pour une bouchée de pain les entreprises qui

s'effondreront et ils grossiront encore ! Par contre les travailleurs jetés au chômage perdront tout, car à part leurs bras ou leur tête à louer contre un salaire, ils ne possèdent rien ou pas grand-chose.

Nombre de petits patrons et artisans laminés par la crise perdront leur fonds de commerce hypothéqué auprès des banques.

La guerre est déclarée entre la minorité de capitalistes qui dirigent le monde, qui le dirigent vers le précoce. Il faut que les travailleurs, manuels et intellectuels, se préparent à se défendre.

Les travailleurs hospitaliers qui ont fait la « haie de déshonneur » à Wilmès venue visiter leur hôpital ont eu raison. C'est un début. Mais ne s'en prendre qu'au petit personnel du capitalisme ne suffira pas, il faudra refuser d'être écrasés par les lois du capitalisme.

On ne peut faire face aux licenciements massifs à venir qu'en imposant le partage du travail existant entre tous, sans baisse de salaires, en prenant sur les profits accumulés dans les banques et sur les comptes des actionnaires et des riches. C'est contraire aux lois du profit... Oui, mais c'est la seule solution !

Vive la lutte des travailleurs de la STIB !



Toute la semaine du 11 mai une grande partie des chauffeurs de la STIB ont exercé leur droit de retrait afin de réclamer les aménagements nécessaires à la sauvegarde de leur santé et de celle des passagers.

Ils estimaient que les accords signés entre la direction et les syndicats n'étaient pas suffisants.

Ils voulaient que le respect du port du masque obligatoire par les passagers soit mieux contrôlé et

avoir les moyens d'isoler leur poste de conduite. Ils demandaient aussi que le nombre de personnes pouvant être présentes à la fois dans les véhicules continue à être limité, comme en Wallonie et en Flandre afin de permettre la distanciation physique.

Ils réclament en outre de ne plus avoir d'horaire coupé et de pouvoir prendre leur bus d'un dépôt à l'autre, cela afin de garantir que le bus sera bien désinfecté entre chaque service.

Les travailleurs de la STIB ont bien raison de se battre pour des conditions de travail qui leur permettent au mieux de préserver leur santé et la nôtre !

Et en faisant cela, ils nous montrent l'exemple à suivre. Car nous ne pouvons compter que sur nos luttes et nos mobilisations pour combattre l'exploitation qui met notre santé et nos emplois en danger !



Un accueil bien mérité

Le 16 mai une centaine de travailleurs de l'hôpital Saint Pierre à Bruxelles ont tourné le dos à la première ministre Wilmès en visite à leur hôpital.

Ils voulaient ainsi exprimer leur mécontentement face à la gestion de la crise du covid et dénoncer leurs mauvaises conditions de travail, le manque de moyens et de matériel dont ils disposent.

Ils peuvent être fiers de leur mobilisation. Leur geste est un encouragement pour tous les travailleurs.



Les soignants décidés à ne pas se laisser faire !

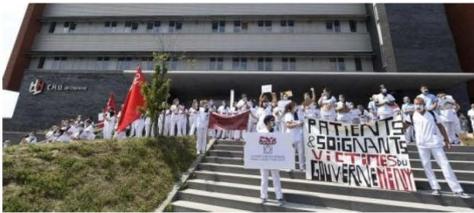
Les infirmiers et le personnel soignant continuent de se mobiliser. Après la haie de déshonneur de l'hôpital St-Pierre à Bruxelles. Le 27 mai, c'étaient les personnels des hôpitaux de Chimay, de Marie Curie à Charleroi, du bois de l'Abbaye à Seraing, qui participaient largement aux actions symboliques organisées par le CGSP.

L'Arrêté du gouvernement Wilmès, prévoyant la possibilité de réquisitionner le personnel soignant en cas de deuxième vague de l'épidémie a été la goutte qui a fait déborder la colère. Les soignants se sentent méprisés alors qu'ils sortent épuisés de deux mois de lutte pour sauver les malades du virus, ils ont compensé le sous effectif en enchaînant les journées de 12 heures. Ils ont payé le manque de moyens de protection en tombant malades et certains y ont perdu la vie. Et les décisions prises par tous les gouvernements pour imposer l'austérité dans le secteur hospitalier sont responsables de ces drames et de ces pénuries. Alors les soignants, en plus des revalorisations salariales, revendiquent une forte augmentation des effectifs.

Le gouvernement Wilmès a jugé plus prudent de faire marche arrière en « suspendant » l'Arrêté en question. Mais « suspendre », ce n'est pas « abroger ». Et le personnel soignant a déjà fait l'expérience des effets d'annonce : à la suite de la mobilisation des blouses blanches, le gouvernement Wilmès avait déjà promis en novembre 2019 un fond

de 400 millions € pour améliorer les conditions de travail par des embauches et des meilleurs salaires. Mais les soignants n'en ont pas vu la couleur jusqu'ici.

Alors contre les gouvernements mais aussi contre les directions des établissements hospitaliers qui ne pensent qu'à rétablir leur rentabilité au détriment des malades et du personnel, les travailleurs de la santé devront continuer à se défendre.



Les hôpitaux : des usines à malades ?

Les hôpitaux qui ont tourné à plein régime à cause de la pandémie sont en déficit et risquent la faillite. 33% des hôpitaux étaient déjà dans le rouge en 2019, ce chiffre pourrait monter à 100% d'après les chiffres de la fédération hospitalière Santhéa s'ils ne reçoivent pas de complément budgétaire.

En cause leur mode de financement à l'acte aberrant qui voudrait que les hôpitaux soient "rentables".

Le problème ne s'arrête pas là : la reprise des activités normales ne peut plus se faire comme avant car les mesures de distanciation et de désinfection limitent fortement le nombre de patients.

Une situation catastrophique comparable à celle de Brussels Airlines déplacent les directeurs d'hôpitaux. Bel aveu : à l'image des compagnies aériennes au bord de la faillite parce qu'elles ne peuvent plus remplir les avions, les hôpitaux sont en déficit parce qu'ils ne peuvent plus faire le plein de malades rentables !

Pour avoir un système de santé qui fonctionne correctement, il faudra certes le refinancer mais aussi le

débarrasser de la loi du profit qui le gangrène.

Plan d'attaque patronale

Le chef de l'organisation patronale flamande Voka, Wouter De Geest, voudrait introduire plus de flexibilité du travail sous prétexte de lutter contre les effets de la crise du covid. Les patrons wallons de l'UWE ont embrayé sur les mêmes revendications.

Les patrons veulent que les heures de nuit ne soient plus comptabilisées qu'à partir de minuit et non plus 20h. Ils demandent aussi que le maximum d'heures supplémentaires volontaires, sans supplément de salaire, soit relevé à 220 heures dans tous les secteurs, et non plus seulement les activités critiques – comme cela avait été décidé par le gouvernement de plein pouvoir au nom du covid – et que cette mesure soit étendue au-delà du 30 juin. De plus, ils veulent reporter les grandes vacances.

Et cerise sur le gâteau patronal : ils demandent le report, voire l'abandon des cotisations patronales à la sécurité sociale ainsi que du précompte professionnel pour les entreprises fortement touchées par la crise.

Le patronat intensifie ses attaques contre le monde du travail depuis des années afin de sauver ses profits menacés par la crise. Le covid lui sert opportunément de prétexte pour faire passer ses attaques. Car leurs profits, ce sont les travailleurs qui les fabriquent.

La pression pour intensifier l'exploitation augmente dans les entreprises. Et, à l'heure où on parle de la fin de ce gouvernement, il dicte ainsi son programme au prochain.

Pour empêcher les patrons de réaliser leurs plans et les gouvernements de les y aider, il faudra toute la détermination des travailleurs à ne pas se laisser faire et à organiser la lutte.

Le virus destructeur de l'économie ?



Capitalovirus

D'après une étude de l'université d'Anvers, plus de la moitié des personnes ayant attrapé le coronavirus ont été contaminées au travail.

La veille du 1^{er} mai, le patron des patrons belge, Timmermans, déclarait "l'endroit où vous travaillez est peut-être le lieu le plus sûr pour ne pas être contaminé".

Une preuve de plus, s'il en était besoin, que les paroles de patrons ne valent rien.

C'est eux ou nous

« Si on n'assouplit pas le régime de licenciements, on est mort » a déclaré le syndicat des petits patrons (UCM), en plus de réclamer 40 millions d'aide à l'emploi !

Les aides pour eux et le chômage pour nous, voilà ce que nous promettent les patrons. On est prévenu !



Magnette grand magicien

Le président du PS a relancé les discussions pour la formation d'un gouvernement en affaires réelles.

C'est urgent, dit-il, car la crise économique s'aggrave de jour en jour. Et de plaider pour un « plan de relance » de 30 à 50 milliards d'euros, un dixième des richesses produites annuellement dans le pays.

Pour nous vendre ce plan, il parle de primes pour les travailleurs en première ligne, des aides mensuelles pour les plus pauvres ainsi qu'une baisse des impôts et de la TVA. Bref, il rase gratis.... Tout en voulant soutenir les entreprises.

Voilà pour les paroles. Mais la réalité, on la connaît : les milliards seront pour les entreprises. Ces milliards d'argent public iront gonfler encore plus les grandes fortunes et la spéculation. Pour les travailleurs, il y aura des licenciements quand même, et les conséquences des caisses vides des services publics et de la sécurité sociale.

Pour défendre leurs existences face à la crise, les travailleurs ne peuvent pas compter sur des prestidigitateurs au service du capital. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force collective pour faire rendre gorge aux capitalistes les montagnes d'argent qu'ils ont accumulées sur leur dos, et pour imposer leur contrôle sur cette économie folle !

Capitalistes junkies

Face aux programmes d'aides d'Etat qui commencent à pleuvoir pour sauver les compagnies aériennes comme Lufthansa ou sa filiale Brussels Airlines, Michael O'Leary, patron de Ryanair, a comparé ses concurrents à des « Junkies qui implorent l'aide des États ».

O'Leary sait de quoi il parle puisqu'il fait partie de ces parasites capitalistes qui vivent aux crochets des

États. Parmi d'autres avantages, les différents États d'Europe lui ont garanti des infrastructures aéroportuaires gratuites ou presque, avant qu'il ne daigne y installer sa compagnie Ryanair. Et cela ne l'empêche pas d'annoncer la suppression de 3000 emplois.

Oui, les capitalistes sont des junkies. Ils ne survivent que sous infusion permanente d'argent public. Ce système en phase terminale réclame l'euthanasie !

Confinement et sédentarité : attention à la prise de poids



Virus et exploitation, c'est comme cul et chemise

Plusieurs abattoirs industriels allemands sont devenus de nouveaux foyers de contamination par le coronavirus.

Dernier en date, un abattoir de Rhénanie Westphalie où plus de 300 travailleurs sur 950 ont été testés positifs !

En cause : l'exploitation ! Tous ces abattoirs travaillent avec des firmes sous-traitantes qui font bosser les travailleurs de Roumanie et d'autres pays de l'Europe de l'Est avec des cadences infernales pour des salaires autour de cinq euros l'heure, avec des logements surpeuplés où ils sont entassés à trois ou quatre par chambre. Cet esclavage moderne crée un écosystème tout à fait propice au développement du virus.

C'est en se battant tous ensemble pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, que les travailleurs pourront en même temps faire face aux virus et faire reculer l'exploitation capitaliste !

Capitalisme: un monde de mensonges et de falsifications

Aux USA, Volkswagen a dû déboursé plus de 30 milliards d'euros dans le cadre du dieselgate.

En Allemagne, la justice vient de condamner VW à rembourser partiellement un client qui avait acheté un des véhicules d'occasion avec un moteur diesel truqué. Il sera suivi de dizaines de milliers de procédures semblables.

Ce trucage massif des moteurs diesel de quasiment tous les constructeurs automobiles n'est que la pointe de l'iceberg. Le capitalisme repose sur l'exploitation des travailleurs, l'opacité des affaires et le mensonge généralisé. C'est une manière de protéger leur course au profit maximum qui est le moteur du capitalisme... avec la complaisance des gouvernements qui ferment les yeux le plus longtemps possible.

Tant mieux si des acheteurs de diesels truqués peuvent obtenir des indemnités, mais le règlement définitif de problème nécessite l'expropriation des capitalistes et le pouvoir de toute la population sur le fonctionnement de l'économie.

Suivez nous sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0479-44.81.52

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Editeur responsable: M. Woodbury
BP54, rue de la Clef, 7000 Mons